



Théories économiques, libéralisme et pensée politique dans *El informe en el expediente de la Ley Agraria*.

Marc Marti, CNA, Université de Nice

Introduction

El informe sobre el expediente de la Ley agraria est sans aucun doute le texte le plus abouti, et certainement le mieux rédigé, qu'ait produit la pensée économique espagnole à la fin du XVIII^e siècle. A cela il y a plusieurs raisons. *El informe*, est avant tout un énorme travail de synthèse, le fruit de trente ans de réflexions sur la question. Cette longue gestation est intéressante à plus d'un titre. Elle nous éclaire sur le fonctionnement des institutions, et surtout sur les hésitations, les oppositions idéologiques entre interventionnistes et libéraux, sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser le développement de l'agriculture.

En outre, même si le texte qu'à produit Jovellanos est nettement d'inspiration libérale, il n'en demeure pas moins que les théories économiques qui sont à l'origine du texte sont assez variées. Le mercantilisme et la physiocratie eurent aussi leur influence. En effet, dans *El informe* ce qui ressort avant tout, c'est qu'il n'y a pas une ligne doctrinale en matière économique, mais plusieurs, ce qui confère au texte un caractère bien plus pragmatique que théorique. Comme l'a noté Lucienne Domergue¹, cet aspect a malheureusement été souvent ignoré par la plupart des commentateurs, qui ont souvent fait du texte et de son auteur un fanatique de la doctrine libérale alors que c'est au contraire son pragmatisme qui doit attirer l'attention, car il explique à la fois le consensus des différents courants «éclairés» qui s'est fait autour du texte, tout comme les contradictions idéologiques dont il est porteur. C'est l'analyse de ces mêmes contradictions qui nous permettra d'entrevoir la portée politique et sociale du texte, à partir, en particulier, du problème du *mayorazgo*, de la nouvelle agriculture et la nouvelle campagne, ébauchées à grands traits, dont le texte prévoit l'avènement une fois menées à bien les réformes proposées.

¹Domergue, Lucienne, «Le tournant libéral. Notes sur Jovellanos et l'*Informe sobre la Ley agraria*, in *Ville et campagne en Espagne au XVIII^e*, Cadalso, Jovellanos, Olavide, Paris, éd. du Temps, 1997, pp. 81-99.

1. La question agraire

1.1. Du *Memorial ajustado* à la Société Économique Madrilène

La réflexion sur la question agraire avait commencé en 1766 par l'enquête ordonnée par le gouvernement. Les réponses des différents intendants avaient été compilées et Pablo de Olavide avait rédigé un premier projet de Loi agraire. Celui-ci prévoyait, en substance, de fixer les paysans à la terre et d'augmenter ainsi la production par les moyens suivants: interdiction des évictions, prolongation des baux ruraux, interdiction des sous-locations, création d'une classe de petits et moyens propriétaires grâce à la distribution et la mise en culture des terres communales principalement, limitation de la taille des exploitations².

En 1777, le dossier est confié à la Société Économique Madrilène, où il va plus ou moins somnoler, sans que pour autant on cesse de s'intéresser aux problèmes agricoles³. Il suscite cependant un certain nombre de réflexions et de travaux, dont celui de Cicilia y Coello, primé, qui est en fait un plagiat volontaire et donc un hommage voilé à Olavide, comme l'a démontré Marcelin Defourneaux⁴. Il sert aussi de base aux travaux de la classe d'agriculture. L'ensemble des éléments qui avaient servi à l'enquête furent, sur l'ordre de Campomanes et du Conseil de Castille, résumés et publiés en 1785 sous le titre de *Memorial ajustado*. L'esprit de ce texte et les mémoires qu'il inspira, tout comme le projet d'Olavide, sont fortement marqués par la récurrence du recours à l'interventionnisme pour résoudre les problèmes agricoles. Cependant, cette publication, qui pourrait signifier le triomphe de l'interventionnisme, constitue en fait son point final.

1.2. Jovellanos et la Loi agraire

En effet, comme l'a montré Robert Vergnes, 1784-85 sont des années charnières dans la trajectoire idéologique de la Société Économique Madrilène⁵. Au cours de cette période, Jovellanos va jouer un rôle majeur. Membre depuis

²Voir M. Defourneaux, *Pablo de Olavide ou l'Afrancesado (1725-1803)*, Paris PUF, 1959, p. 149 sq.

³En effet, cette période et la décennie suivante sont marquées par une augmentation importante des écrits dont le thème principal est l'agriculture. Marc Marti, *Ville et campagne dans l'Espagne des Lumières (1746-1808)*, Publications de l'Université de Saint Étienne, Cahiers du GRIAS, 1997, chapitre 6.

⁴Defourneaux, *Op. cit.*, p. 164 sq.

⁵R. Vergnes, «Dirigisme et libéralisme économique à la Sociedad Económica de Madrid (de l'influence de Jovellanos)» in *Bulletin Hispanique*, LXX, Bordeaux, 1968.

1778, il est nommé vice directeur le 13 novembre 1783, pour ensuite accéder aux plus hautes fonctions l'année suivante. C'est à partir de cette même année que la Société s'écarte de plus en plus des idées dirigistes. La preuve de cette évolution est la lecture publique et ensuite le financement de la publication du mémoire de Manuel Sisternes y Feliú *Idea de la ley agraria española*. L'auteur était un grand propriétaire foncier mais, s'il reprend une partie des idées du *Memorial ajustado*, il s'oppose absolument à toute intervention qui porterait atteinte au droit de propriété, qu'il qualifie de «sacré». De la même façon, il prône la liberté totale quant aux contrats de location:

«Es absolutamente necesaria la libertad de los contratos... nada es más importante en todo comercio, y en especial en la agricultura, que la libertad de los contratos, y por lo mismo debe huirse siempre de toda especie de sujeción [...] Dejemos obrar con libertad a los mismos contrayentes, que ellos saben mejor que nadie sus verdaderos intereses».

Les partisans du libéralisme finissent par prendre le dessus, en septembre 1787, quand la rédaction du plan de la réforme agraire est confiée à Jovellanos⁶. Cependant, le projet tardera sept ans à voir le jour. Il y a à cela plusieurs raisons.

D'abord, l'Asturien était un homme très occupé. Il avait dû se consacrer (ou il avait été contraint?) en 1790-91, par exemple, à la réforme des Collèges de Salamanque. Ensuite, Jovellanos estima que les documents que la Société Madrilène lui avait confié pour servir de base à son travail étaient insuffisants. Il les compléta par des lectures et des consultations personnelles⁷. Enfin, la rédaction de *El informe en el expediente de la Ley Agraria* supposait la critique d'une partie du *Memorial ajustado*, tout au moins en ce qui concerne les solutions qui y étaient prônées. Or, ce texte avait été appuyé par des hommes d'état importants, tels que Campomanes et Floridablanca. Comme le fait remarquer Robert Vergnes, —fait du hasard ou prudence— c'est seulement en 1792 que Jovellanos commence le travail de rédaction, précisément l'année où Floridablanca est écarté du pouvoir, et un an après la fin de la carrière politique de Campomanes.

Le résultat est un travail qui, en théorie, reflétait les idées de la Société Économique et non les idées personnelles de son auteur sur la question de la Loi agraire.

⁶Pour tout ce qui précède, voir R. Vergnes, art. cit., p. 317 sq et L. Domergue, art. cit.

⁷J. Varela, *Jovellanos*, Madrid, Alianza Universidad, 1988, p. 122 et L. Domergue, art. cit., pp. 83-84.

«V.E. verá que he acogido en el adjunto informe todas las verdades importantes que presentaba la materia, y que las he pronunciado con aquella noble franqueza que era propia del celo, de la sabiduría y del instituto de V.E.: que exigía que el bien de la causa pública y que no desdecía de mi propio carácter siempre ajeno de honrar con el nombre de prudencia la fría indiferencia o, por mejor decir, aquella ruín flaqueza que, detenida en vanos miramientos, sólo tiene resolución para callar las verdades útiles y temporizar con los errores perniciosos⁸».

Il y a bien sûr dans ces affirmations de la prudence et de la stratégie. L'auteur, tout en revendiquant sa marque sur le texte, se met à l'abri d'attaques personnelles et son rapport se voit investi d'autorité: il n'est plus uniquement la voix de Jovellanos, mais aussi celle d'une institution reconnue officiellement. Une analyse de son contenu passera donc forcément par un va et vient continu entre les idées de l'Asturien et celles d'un groupe social plus large, dont les échantillons représentatifs pourraient être précisément une partie des membres de la Société Économique Madrilène.

2. El informe, mosaïque théorique et théorie pragmatique

Au niveau des théories économiques, le texte de *El informe* ressemble à une grande mosaïque, même si, comme on peut le supposer après l'analyse du contexte, ce sont les idées d'inspiration libérale qui dominent. Cependant, l'origine institutionnelle du texte n'est pas la seule et unique explication. Elle serait trop réductrice. Il faut voir, dans cette mosaïque de théories économiques, une spécificité de la *Ilustración*, qui cherche ses modèles à l'étranger et en Espagne, dans le présent et le passé, pour résoudre les problèmes économiques de cette fin du XVIIIe et il est sans aucun doute abusif de croire que c'est presque uniquement la pensée d'Adam Smith qui a inspiré l'esprit du texte. Les lectures et les travaux de Jovellanos, même s'ils ne représentent pas l'idéologie de la Société Économique Madrilène sont là pour nous le prouver. Schématiquement on retrouve chez lui, et en particulier dans *El informe*, trois types de théories ou d'écoles de pensée: la physiocratie, le post-mercantilisme (ou néo-mercantilisme⁹), et le libéralisme.

2.1. Le modèle physiocratique

Le modèle physiocratique a été souvent considéré, à tort, comme l'inspirateur principal de la réflexion sur l'agriculture de Jovellanos. En fait, les espagnols, à quelques rares exceptions près, n'ont jamais suivi les théories de

⁸*Ibid.*, p. 122.

⁹J. Varela emploie le préfixe neo—, alors que Prados Arrarte préfère celui de post-.

Quesnay. Sur le plan économique, celles-ci se résument schématiquement en quatre points:

—Théorie du produit net. L'agriculture est l'unique activité productrice de richesse. Le produit net est la richesse créée, une fois déduits tous les frais d'exploitation. Les autres activités économiques sont considérées comme stériles, car elles ne produisent rien, elles ne font que transformer les matières agricoles. Par conséquent, les physiocrates pensent que l'agriculture doit supporter en majeure partie le poids des contributions.

—Défense de la grande culture, car c'est la structure la mieux adaptée pour générer un produit net important. La modernisation, et donc l'augmentation de la productivité, ne peut venir que des grands exploitants, les seuls à disposer des capitaux nécessaires à l'investissement productif.

—Croyance en l'existence d'un ordre naturel tout-puissant, qu'il faut se garder de contrarier si l'on veut que l'économie soit florissante. Il faut donc, selon la formule célèbre, «laisser-faire, laisser-passer». Les physiocrates défendent la libre circulation des marchandises, en particulier celle des grains. Il sont favorables à l'exportation du blé. L'État ne doit en aucun cas entraver ce processus.

—Défense de la propriété privée, considérée comme un droit naturel et absolu.

Jovellanos dans *El informe* ne suit pas les deux premiers points. En effet, il ne voit pas l'agriculture comme l'unique source de richesses, mais comme la première:

«La agricultura en una nación puede ser considerada bajo dos grandes respectos; esto es, con relación a la prosperidad pública y a la felicidad individual. En el primero es innegable que los grandes estados, y señaladamente los que, como España, gozan de un fértil y extendido territorio, deben mirarla como la primera fuente de su prosperidad, puesto que la población y la riqueza, primeros apoyos del poder nacional, penden más inmediatamente de ella que de cualquiera de las demás profesiones lucrativas, y aún más que de todas juntas».

Bien que ce fait soit accepté, il est défavorable aux prélèvements fiscaux qui grèvent l'activité agricole¹⁰. Ensuite, la grande exploitation n'est pas le meilleur moyen de cultiver la terre:

«[...] no es creíble que los grandes propietarios puedan cultivar sus tierras, ni cuando lo fuese, sería posible que las quisiesen cultivar; ni cuando las cultivasen, sería posible que las cultivasen bien. Si alguna vez la

¹⁰Jovellanos, *Espectáculos y diversiones públicas. Informe sobre la Ley Agraria*, Madrid, Cátedra, n° 61, 1986, p. 271 sq., *De las contribuciones examinadas con relación a la agricultura*.

necesidad o el capricho los moviesen a labrar por su cuenta parte de su propiedad, o establecerán en ella una cultura inmensa, y por consiguiente imperfecta y débil, como sucede en los cortijos y olivares cultivados por señores y monasterios de Andalucía, o preferirán lo agradable a lo útil [...]»¹¹.

Cependant, cette affirmation se situe au début de la démonstration contre les biens inaliénables. Jovellanos ne prône pas pour autant une quelconque restriction législative portant sur l'extension des exploitations:

«No por esto decidirá la Sociedad aquella gran cuestión, que tanto ha dividido a los economistas modernos, sobre la preferencia de la grande o la pequeña cultura. Esta cuestión, aunque importantísima, no pertenece, sino indirectamente a la legislación; porque siendo la división de las labores un derecho de la propiedad de la tierra, las leyes deben reducirse a protegerlas, fiando su división al interés de los agentes de la agricultura. Pero este interés, una vez protegido, reducirá infaliblemente las labores»¹².

De ces différentes affirmations contenues dans *El informe*, certains historiens en ont déduit que Jovellanos était contre la grande propriété, même s'il ne demandait aucune mesure législative¹³. Cette affirmation, un peu trop rapide, procède simplement d'une confusion entre deux notions, celles de propriété (*propiedad*) et d'exploitation (*suerte, labor, cultivo*) qui dans *El informe* sont en fait dissociées, avec une préférence pour l'exploitation de taille moyenne, qui peut éventuellement faire partie d'une grande propriété.

Finalement, Jovellanos ne suit les physiocrates que sur deux aspects qui préfigurent le libéralisme économique: droit naturel de propriété privée et liberté dans la sphère économique.

«El mismo principio se halla consignado en las leyes primitivas del derecho social; porque cuando aquella multiplicación forzó los hombres a unirse en sociedad y a dividir entre sí el dominio de la tierra, legitimó y perfeccionó necesariamente su interés, señalando una esfera determinada a cada individuo, y llamando hacia ella toda su actividad»¹⁴.

«Es en vano Señor, esperar la baratura de los precios de otro principio que de la abundancia, y es en vano esperar esta abundancia sino de la libre contratación de los frutos [...]»¹⁵

¹¹*Ibid.*, p. 215.

¹²*Ibid.*, p. 180-81.

¹³Confusion que l'on trouve par exemple chez Prados Arrarte, *Op. cit.*, p 102 et chez J. Varela, *Op. cit.*, p. 114.

¹⁴*El informe*, *Op. cit.*, p. 157

¹⁵*Ibid.*, p. 245.

Cependant, il émet une réserve sur le «laisser-faire laisser passer», quand il s'agit de l'exportation des grains

«Conclúyese, pues, que en nuestra presente situación ni es necesaria, ni sería provechosa la libre exportación de granos, ni absoluta, ni regulada por sus precios¹⁶».

Il semble que ce soit l'homme des réalités qui a pris le pas sur le théoricien. Cependant cette entorse aux idées libérales est minime. En effet, la restriction que propose l'Asturien est temporaire, ce qui laisse la porte ouverte, c'est le cas de le dire, à une libre circulation complète dans l'avenir. C'est la prudence qui a dicté ces paragraphes. A ce propos, il consignera dans son journal:

«Entonces diré [...] por qué puse alguna [restricción] a la libre extracción de granos, que creo justa, y otras cosas que pedían los presentes tiempos¹⁷»

2.2. Le modèle post-mercantiliste

L'idée de Jovellanos post-mercantiliste a été avancée par Prados Arrarte, dans son étude *Jovellanos economista*¹⁸. Cette analyse pêche, à mon avis, par la perspective synchronique adoptée, qui met sur le même plan des écrits de l'Asturien produits à des époques différentes, sur des sujets distincts, ce qui masque toute possibilité d'évolution. Cependant, nous retiendrons un certain nombre de remarques qui semblent pertinentes et applicables au projet de Loi agraire.

Le modèle post-mercantiliste est assurément celui qui compte le plus d'auteurs espagnols. Jovellanos connaissait les premiers mercantilistes espagnols. Ceux-ci avaient été tirés de l'oubli par Campomanes qui en avait publié les textes dans *Apéndice a la educación popular*. Par ailleurs, l'Asturien connaissait aussi les mercantilistes plus modernes comme Bernardo Ward, Jerónimo Uztáriz, et Bernardo Ulloa qui sont parfois cités dans le texte ou en note dans *El informe*. Enfin, Jovellanos a été un lecteur attentif de Cantillon, (*Essai sur la nature du commerce en général*), qu'il a traduit pour son usage personnel dès 1775¹⁹.

Des premiers mercantilistes, il semble qu'il ait surtout gardé en mémoire les constats de décadence de l'Espagne, mais non les solutions proposées pour y remédier, refusant catégoriquement la prééminence accordée au commerce:

¹⁶*Ibid.*, p. 268.

¹⁷*Diario*, 7 VIII 95, dans *Obras*, III, 317a, cité par J. Varela, *Op. cit.*, p. 128.

¹⁸Prados Arrarte, *Op. cit.*

¹⁹J. Varela, *Op. cit.*, p. 111.

«Cuando se sube al origen de esta clase de opiniones, se tropieza al instante con una preocupación funestísima, que de algunos siglos acá cunde por todas partes, y de cuya infección acaso no se ha librado ningún Gobierno de Europa. Todos han aspirado a establecer su poder sobre la extensión del comercio, y desde entonces la balanza de protección se inclinó hacia él; y como para protegerle pareciese necesario proteger la industria, que le provee, y la navegación, que le sirve, de aquí fue que la solicitud de los estados modernos se convirtiese enteramente hacia las artes mercantiles²⁰».

Cependant, cette réfutation de l'essentiel du mercantilisme ne signifie pas pour autant que l'esprit, la façon de raisonner des mercantilistes soient absents de *El informe*. En effet, Jovellanos renforce souvent ses arguments par la citation de références historiques, que ce soit les auteurs latins, les agronomes de la Renaissance, les économistes du XVIIe et début du XVIIIe ou plus proche de son époque, Campomanes. Ce type de démonstration, qui complète le processus logique de la raison par des autorités, est proche de la démarche démonstrative historiciste des mercantilistes²¹. Par ailleurs, les mercantilistes espagnols les plus récents lui servent pour critiquer et appuyer ses attaques contre la fiscalité indirecte sur les produits de consommation²².

On retrouve aussi, dans un certain sens, cette approche mercantiliste lorsque les conclusions des différentes démonstrations contenues dans le texte s'attachent à souligner l'intérêt du développement économique. L'État et le Monarque sont présentés comme les bénéficiaires finaux:

«[La agricultura] será el primer apoyo de la fuerza y el esplendor de las naciones²³»

«[La Sociedad Económica] podrá tener la gloria de cooperar con vuestra alteza al restablecimiento de la agricultura y a la prosperidad general del Estado y de sus miembros²⁴»

La première citation, par son lexique, s'inscrit dans une perspective comparative implicite avec les autres pays; «*fuerza*» et «*esplendor*» sont des termes ambigus qui peuvent tout autant être interprétés dans un sens économique comme dans un sens politique, c'est-à-dire de suprématie sur les autres nations, une vision propre aux théoriciens mercantilistes.

Dans la partie consacrée au commerce extérieur des grains, Jovellanos préconise, malgré l'interdiction globale d'exporter, une petite entorse au

²⁰*El informe, Op. cit.*, p. 282.

²¹Prados Arrarte, *Op. cit.*, p. 22.

²²*El informe, Op. cit.*, p. 275.

²³*Ibid.*, p. 281.

²⁴*Ibid.*, p. 332.

règlement avec une préoccupation toute mercantiliste, presque bullioniste, pour la balance des paiements.

«Que no se entienda [la prohibición de exportar] con las harinas destinadas a nuestras colonias, las cuales pueden ser exportadas en todo tiempo y por todos los puertos habilitados. Esta exportación [...] parece necesaria, así para animar nuestro cultivo y comercio, como para retener los fondos con que hoy pagamos las harinas de Francia y Filadelfia enviadas a nuestras islas de Barlovento²⁵».

Ce fonds mercantiliste côtoie des idées libérales, directement inspirées d'Adam Smith.

2.3. Le modèle libéral et l'originalité de Jovellanos

Inutile de revenir sur l'admiration que l'Asturien portait à l'Écossais et qui est visible dans ses écrits économiques comme dans ses *Diarios* et sa correspondance. Par ailleurs, Smith est cité en note dans *El informe*. Son influence apparaît clairement par la croyance en la validité de deux théories: l'intérêt personnel et les mécanismes du marché. Dès le début du rapport sur la Loi agraire, l'intérêt personnel et sa protection sont donnés comme les éléments-clés du développement agricole:

«En una palabra, Señor, el grande y general principio de las leyes respecto de la agricultura se debe cifrar en remover los estorbos que se oponen a la libre acción del interés de sus agentes dentro de la esfera señalada por la justicia²⁶».

Une fois posé ce principe, Jovellanos s'attache à démontrer que l'action de l'intérêt individuel doit être absolument libre de toute contrainte et réglementation, car le libre jeu de l'intérêt s'adapte, comme chez Smith, plus facilement aux changements économiques que les lois, aiguillonné à travers le marché par le mécanisme de l'offre et de la demande.

«Donde el consumo interior o la exportación sostienen los precios del vino y del aceite, todo el mundo se da a plantar viña y olivares, y todo el mundo se da a desceparlos cuando ve bajar el precio de estos caldos. La legislación, lejos de detener, debe animar este flujo y reflujo del interés, sin el cual no puede crecer ni subsistir la agricultura».

²⁵*Ibid.*, p. 269.

²⁶*Ibid.*, p. 160.

En corrélation avec ce mécanisme de l'offre et de la demande, régulant et faisant augmenter la production agricole, Jovellanos insiste sur la nécessité de favoriser la concurrence par une complète liberté des prix.

«Es en vano, Señor, esperar la baratura de los precios de otro principio que de la abundancia, y es en vano esperar esta abundancia sino de la libre contratación de los frutos. Sólo la esperanza del interés puede excitar al cultivador a multiplicarlos y traerlos al mercado²⁷».

Cette libre concurrence devient ainsi la solution aux monopoles, condamnés à disparaître sous son effet:

«Por último, no se reflexiona que si el monopolio es frecuente en los objetos de consumo sujetos a posturas y prohibiciones, jamás lo es en los tráficos libres, pues en ellos acredita la experiencia que los vendedores, lejos de esconderse, salen al paso al consumidor, le buscan, le llaman a gritos, o se entran por sus puertas para convidarle y proveerle de cuanto necesita²⁸».

Il apparaît, à l'analyse des différentes théories manipulées par Jovellanos, que celui-ci se distingue avant tout comme un penseur pragmatique. Il possède et domine, brillamment, un arsenal théorique important et de qualité. Mais, ces connaissances livresques sont complétées par sa longue expérience en matière économique. Avant *El informe*, considéré comme une œuvre majeure, Jovellanos a écrit et réfléchi sur un nombre important de thèmes économiques. C'est un homme de terrain avant d'être un théoricien²⁹.

La principale différence entre Jovellanos et les Classiques (Quesnay, Smith, etc.), c'est qu'il a proposé des solutions pour les problèmes espagnols quand les français et les anglais essayaient de définir des systèmes universels. Cette démarche pragmatique explique que *El informe* ressemble à une mosaïque de théories économiques et non à un ouvrage de doctrine, et il serait vain d'essayer de rattacher ce texte à une école de pensée précise. Cependant, cet esprit pragmatique dans le domaine économique ne s'explique pas uniquement par des données biographiques. Il s'associe étroitement à un projet social et politique.

3. Libéralisme économique et libéralisme politique: les paradoxes de *El informe*

3.1. Le cas des *mayorazgos*

²⁷*Ibid.*, p. 245.

²⁸*Ibid.*, p. 247.

²⁹Voir J.P. Clément, *Las lecturas de Jovellanos*, Madrid CSIC, 1980.

Premier paradoxe dans *El informe*, l'affirmation récurrente de la libre circulation des marchandises et des moyens de production, dont la terre, est contredite par la nécessité de conservation des *mayorazgos*, considérés comme «un mal nécessaire». Bien sûr, Jovellanos ne prône pas le *status quo*, mais un aménagement du *mayorazgo* que Baras Escolá résume en sept points³⁰. Il s'agit principalement de faire de la fondation du *mayorazgo* une prérogative royale, comme le voulait un décret de 1789, et de fixer une limite minimum élevée, ce qui permettrait de faire disparaître bon nombre de petites unités. Ensuite, il fallait rationaliser l'exploitation des terres inaliénables en favorisant le maintien et la durée du contrat des fermiers qui exploitaient les terres des *mayorazgos* (autorisation de l'emphytéose par exemple). Cet écart par rapport à la doctrine libérale s'explique assez clairement par l'intention politique et sociale: il s'agit de maintenir le statut et la prééminence de la grande noblesse dans la société.

«Justo es, pues, Señor, que la nobleza, ya no puede ganar en la guerra estados ni riquezas, se sostenga con las que ha recibido de sus mayores; justo es que el Estado asegure en la elevación de sus ideas y sentimientos el honor y la bizaría de sus magistrados y defensores. retenga enhorabuena sus mayorazgos; pero pues los mayorazgos son un mal indispensable para lograr este bien, traténse como un mal necesario y redúzcanse como al mínimo posible. Este es el justo medio que la Sociedad ha encontrado para huir de dos extremos igualmente peligrosos³¹».

Cet écart par rapport à la théorie de la libre circulation révèle bien plus qu'un désir de prudence ou de consensus. La doctrine libérale est en fait instrumentalisée dans *El informe*, et mise au service d'un projet de société où on ne peut ni on ne veut de transformations radicales. En effet, ses principes sont revendiqués haut et fort quand ils ne mettent pas en danger l'ordre social établi. La grande noblesse propriétaire ne pouvait qu'approuver, en tant que bénéficiaire, les principes de non-intervention et de liberté dans la circulation des marchandises et l'établissement des contrats de location. Sur ce dernier point d'ailleurs, l'analyse que propose Jovellanos oublie assez facilement la situation d'oligopole dans laquelle se trouvait le marché de la terre: dans tous les cas, il s'agissait de marchés locaux où quelques grands propriétaires, voire un seul dictaient leur loi aux fermiers. Ainsi, le libéralisme économique pouvait devenir une doctrine bénéficiant d'un consensus assez large de la part de la majorité des agents économiques, dont l'illustration anecdotique pourrait être l'amitié de Jovellanos avec Cabarrús et, plus largement, l'accueil favorable que reçut le

³⁰Baras Escolá, *Op. cit.*, p. 54 sq.

³¹*El informe*, *Op. cit.*, p 236.

texte lors de sa lecture publique à la Société Économique Madrilène où Guevara Vasconzelos note:

«La obra se recibió muy bien aun por los que tenían mayorazgos³²».

3.2. Libéralisme économique et libéralisme politique

On aurait tort toutefois de cantonner la revendication du libéralisme de *El informe* à une attitude opportuniste. En effet, le succès qu'a connu le texte prouve que l'idéologie qu'il véhicule convenait à plusieurs des groupes qui constituaient la société d'Ancien Régime, la noblesse en particulier, mais aussi d'autres groupes sociaux —commerçants enrichis, militaires, gros propriétaires terriens roturiers ou gros fermiers— qui seront, quelques décennies plus tard, les appuis des mouvements libéraux. Que Jovellanos ou la Société Économique Madrilène l'aient voulu ou non, et ce malgré les aménagements et les restrictions contenues dans *El informe*, le libéralisme économique est aussi étroitement lié au libéralisme politique, et donc, potentiellement subversif.

En effet, si l'on suit la proposition de Pierre Rosanvallon, dans le libéralisme, «il n'y a pas d'opposition *de départ* à cet égard entre la philosophie de la protection des droits de l'individu, que véhicule le libéralisme politique, et le constat par le libéralisme économique du caractère organisateur des *lois* et des *contraintes* économiques qui règlent le marché. Dans les deux cas, on reconnaît qu'il n'y a pas de grand maître des hommes et des choses et qu'aucun pouvoir *personnel* de sujétion relie entre eux les individus. Le lieu central du pouvoir est appelé à rester vide par le refus de tous les commandements personnels et de tous les monopoles qui restaurent entre les hommes des rapports d'obligation³³».

Croire que c'est l'intérêt personnel qui meut l'économie c'est, sur le plan politique, affirmer l'individu face à la collectivité. Cette première assertion, qui est fondamentale dans *El informe*, revient en fait à détruire la notion de «vassaux» (*vasallos*) soumis à un monarque. D'ailleurs, deux décennies plus tard, les libéraux furent hérissés par la déclaration de Ferdinand VII qui prétendait revenir en Espagne pour faire le bonheur de ses «vassaux³⁴».

Dans le même esprit, affirmer la propriété privée comme un droit absolu et naturel, c'est s'attaquer en partie au système monarchique, c'est nier que le Roi est propriétaire du pays. Les résurgences mercantilistes, notées précédemment, et qui consistaient à démontrer qu'en dernier ressort c'est l'État et le Roi qui

³²«Respuesta de Guevara Vasconzelos a Jovellanos después de la lectura pública del *Informe*, el 4 de octubre de 1794», in BAE, *Obras de Jovellanos*, T LXXXVI, p. 190.

³³Rosanvallon, *Op. cit.*, p. VII.

³⁴Baras Escolá, *Op. cit.*, p. 221.

allaient bénéficier des progrès économiques, auraient alors servi, consciemment ou inconsciemment, à atténuer ou limiter cette dépossession territoriale.

C'est pour cette raison que le libéralisme de *El informe* se réduit à la sphère économique. Jovellanos, comme une partie de la noblesse éclairée, n'étaient en aucun cas les fossoyeurs de la monarchie et encore moins de l'aristocratie. Cependant, *El informe* a aussi été interprété dans un sens politique radical au siècle suivant, dépassant largement l'intention de départ qui pensait limiter la doctrine libérale au niveau économique, le cas des *mayorazgos* est là pour le démontrer. La société future devait continuer à s'appuyer sur le pouvoir territorial de la noblesse, épurée de ses éléments les plus pauvres. Comme l'a justement noté Baras Escolá, le libéralisme de *El informe*, est doublé d'un «scrupule nobiliaire». C'est précisément ce scrupule nobiliaire qui fait envisager un mode et des rapports de production idéaux, une fois réalisées les réformes proposées.

3.3. Un mode de production idéal

Dans *El informe*, dans le passage qui traite des enclosures se développe l'image d'un mode de production idéal. L'enclosage va permettre de réduire la taille des exploitations et fixer les fermiers sur la terre qu'ils cultivent, ce qui fera automatiquement augmenter la productivité.

«Pero este interés [la división de las labores], una vez protegido, reducirá infaliblemente las labores. [...]

Una suerte bien dividida, bien cercada y plantada, bien proporcionada a la subsistencia de una familia rústica, la llaman naturalmente a establecerse en ella con sus gandos e instrumentos. Entonces es cuando el interés del colono, exitado continuamente por la presencia de su objeto e ilustrado por la continua observación de los efectos de su industria, crece a un mismo tiempo en actividad y conocimientos y es conducido al más útil trabajo [...] y el producto de su industria crece y se multiplica³⁵».

Le résultat de ce changement économique est l'apparition d'une nouvelle société agraire, décrite à partir du thème littéraire de la *Alabanza de aldea*.

Sí, Señor: una inmensa población rústica derramada sobre los campos, no sólo promete al Estado un pueblo laborioso y rico, sino también sencillo y virtuoso.

³⁵*El informe*, p. 181 et p. 182-83

Le cliché littéraire réapparaît à la fin du rapport juste avant la conclusion. Finalement, un des principaux postulats du texte est que l'intérêt des propriétaires se trouvait dans une exploitation des terres sous forme de métayage et de fermage et non avec une main-d'œuvre salarié, qui produisait une culture imparfaite. Ces prévisions optimistes de Jovellanos ne se sont pas réalisées, car elles étaient le fruit de d'une erreur dans l'analyse économique et d'une idéalisation inconsciente d'un modèle social.

En effet, dans *El informe*, il y a d'abord une confusion entre production et rentabilité. Pour Jovellanos, tous les agents économiques, mus par leur intérêt personnel ont intérêt à augmenter la production:

«Este objeto de las leyes agrarias sólo se puede dirigir a tres fines, a saber: la extensión, la perfección y la utilidad del cultivo; y a los mismos también son conducidos naturalmente por su particular interés los agentes de la agricultura. Porque, ¿quién será de ellos el que atendidos sus fondos, sus fuerzas y su momentánea situación no cultive tanto como puede cultivar, no cultive tan bien como puede cultivar, y no prefiera en su cultivo las más a las menos preciosas producciones?³⁶»

Or, l'intérêt personnel consiste à obtenir une rentabilité maximum —un profit maximum dira Marx plus tard—, qui ne coïncide pas forcément avec une production maximum, à cause des rendements décroissants qui influaient négativement sur la productivité marginale du capital-terre. L'intérêt personnel cherche avant tout le rapport optimal entre le capital investi et la production obtenue³⁷. Dans le cas des fermiers de taille moyenne, qui cultivent la terre uniquement à l'aide de la famille, il peut y avoir coïncidence entre intérêt maximum et production maximum. Dans le cas du grand propriétaire, l'équation ne se vérifie pas. La rentabilité maximum était souvent obtenue par l'exploitation grâce à une main-d'œuvre salariée. Si cette option n'était pas la plus satisfaisante socialement, à cause de la paupérisation qu'elle entraînait, c'était sans aucun doute, et dans plusieurs régions, la plus rentable économiquement³⁸.

Ensuite, la société agraire idéale semble correspondre à un modèle socio-économique idéalisé et rénové: celui du domaine seigneurial³⁹. Celui-ci continuerait à fonctionner sur le principe d'exploitation qui lui sont propres, fermages et métayages, mais il ne serait plus autosuffisant, car il aurait intégré le marché national. Les paysans, seraient alors répartis sur des unités

³⁶*Ibid.*, p. 161.

³⁷Voir J. Brémond, A. Gélédan, *Dictionnaire économique et social*, Paris, Hatier, 1990.

³⁸Baras Escolá, *Op. cit.*, p. 102.

³⁹Sur le mode de production féodal, voir Dowidar, M.H., *L'économie politique une science sociale*, Paris, Maspéro, 1982, p. 80 sq.

d'exploitation dispersées comme nous venons de le voir, mais qui communiqueraient entre elles. Dans cette société idéale, tous les conflits auraient disparus, remplacés par le spectacle édifiant des paysans et de la nature cultivée:

«¿Y quién no ve que, poblados, cultivados y hermoseados los campos, vendrán también alguna vez a ellos los ricos y grandes propietarios, siquiera en aquellas estaciones deliciosas en que la naturaleza los llama a grandes gritos, presentándoles tantos atractivos y tantos consuelos?⁴⁰»

Conclusion

El informe échappe à tout classement définitif dans une école précise de la pensée économique. Il est avant tout un texte hétérogène qui retranscrit les hésitations et les contradictions des réformes proposées par la *Ilustración*. Rejetant les idées interventionnistes, il n'adopte pas pour autant toutes les positions du libéralisme. Le libéralisme qu'il revendique est une doctrine de compromis, qui, tout en prétendant modifier le mode de production, n'envisage pas de changement sociaux. De plus, et c'est certainement le plus grands des paradoxes, l'esprit libéral prôné par le texte devait permettre d'aboutir à une société qui ressemblait étrangement —avec quelques rénovations— au modèle féodal du fief, un système qui aurait fait refluer une partie de la population urbaine et villageoise vers les campagnes. Et il serait juste ici de remarquer que, finalement, cette société idéale est la même, ou presque, que celle proposée par Pablo de Olavide dans *El Evangelio en triunfo*. Cependant, *El informe* est bien plus progressiste (dans le sens où il envisage une évolution), car les mesures proposées, en particulier le désamortissement ecclésiastique, malgré toutes les réserves faites, ne pouvaient qu'entraîner un changement profond de société qui allait sans aucun doute au delà des intentions de son rédacteur, comme le prouve le succès du texte auprès de libéraux bien plus radicaux.

⁴⁰*El informe*, *Op. cit.*, p. 328.

Bibliographie

Baras Escolá, Fernando, *El reformismo político de Jovellanos, (Nobleza y poder en la España del siglo XVIII)*, Zaragoza, Prensas Universitarias, 1993.

Defourneaux, Marcelin, *Pablo de Olavide ou l'Afrancesado (1725-1803)*, Paris PUF, 1959.

Domergue, Lucienne, *Jovellanos à la Société Économique des Amis du Pays de Madrid 1778-1790*, Toulouse, 1969.

Domergue, Lucienne, «Le tournant libéral. Notes sur Jovellanos et l'*Informe sobre la Ley agraria*, in *Ville et campagne en Espagne au XVIIIe, Cadalso, Jovellanos, Olavide*, Paris, éd. du Temps, 1997, pp. 81-99.

Dowidar, M.H., *L'économie politique une science sociale*, Paris, Maspéro, 1982

Jovellanos, Gaspar Melchor de, *Obras completas*, Madrid, Atlas, 1950.

Lajugie, Joseph, *Les doctrines économiques*, Paris, PUF, 1950.

Marti Marc, *Ville et campagne dans l'Espagne des Lumières (1746-1808)*, Publications de l'Université de Saint Étienne, Cahiers du GRIAS, 1997.

Prados Arrarte, Jesús, *Jovellanos, economista*, Madrid, Taurus, 1967.

Rosanvallon, Pierre, *Le libéralisme économique, Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1989.

Vergnes, Robert, «Dirigisme et libéralisme économique à la Sociedad Económica de Madrid (de l'influence de Jovellanos)» in *Bulletin Hispanique*, LXX, Bordeaux, 1968, pp. 300-341.

Varela, Javier, *Jovellanos*, Madrid, Alianza Universidad, 1988.

Ville et campagne en Espagne au XVIIIe, Cadalso, Jovellanos, Olavide, Paris, éd. du Temps, 1997.